

## A VITRY, AGRESSION DU PCF CONTRE UN FOYER DE TRAVAILLEURS MALIENS

### RÉACTION DU BUREAU POLITIQUE

Le 29 Décembre 1980, a été diffusé le communiqué suivant :

« Le P.S.U. condamne fermement l'attitude des élus communistes de Vitry qui, le 24 Décembre 1980, ont rendu insalubre un foyer de travailleurs où étaient relogés des Maliens en coupant l'eau, l'électricité, le gaz et en murant les issues de secours.

La mairie de Vitry a répondu à une provocation de l'ADEF et les travailleurs immigrés en ont été les victimes.

Cette agression est dans la logique des positions prises par le P. C. sur la concentration des immigrés dans les localités qu'il gère. Cette attaque contre les travailleurs Maliens montre combien cette campagne du PC amène celui-ci à utiliser les mêmes pratiques que celles que l'on croyait jusque là réservées aux promoteurs, au pouvoir et à leur police.

Les prises de position du PCF s'ajoutent à celles de certains membres du gouvernement et du CNPF pour susciter la xénophobie et la division entre français et immigrés.

Si demain des actes individuels de racisme violent se produisent dans des communes telles que celle de Vitry, le PCF et ses élus en porteraient en grande partie la responsabilité.

Le P. S. U. rappelle sa condamnation de la spéculation foncière et la politique du logement menée depuis plus de vingt ans pour regrouper dans certaines villes de banlieues les travailleurs les plus défavorisés et les immigrés en particulier, mais en aucun cas il n'acceptera que les travailleurs immigrés fassent les frais de la lutte contre cette politique gouvernementale et que le racisme du patronat et du pouvoir soit combattu par un même racisme cette fois-ci alimenté par un parti qui se réclame de la classe ouvrière.»

### ACTION LOCALE

Dès le lendemain de Noël, le PSU et une association locale « La Tarantule » prenaient l'initiative de provoquer une réunion des organisations de Vitry et d'Ivry pour réagir à l'attaque menée par des élus et des militants du PCF. Deux décisions ont été prises :

— La diffusion d'un communiqué signé de quatorze organisations (UL CFDT, Section PS,

PSU, Amis de la Terre, FA. JCR. LCR, LICRA, PCML, PCR, Histoires de Banlieue, Radioclameur, Association «La Tarantule», et Rock Against Police).

« Réunies le 29 Décembre 1980, quatorze organisations de Vitry et d'Ivry et des habitants de ses deux villes tiennent à affirmer leur solidarité avec les immigrés présents dans leur commune. Ils condamnent la position prise par les élus communistes de Vitry la veille de Noël à l'encontre de travailleurs Maliens transférés du foyer de Saint Maur à celui de Vitry.

La mairie de Saint Maur n'ayant pas relogé dans sa commune ces résidents, leur déplacement s'est effectué à l'initiative de l'ADEF sous la protection de la police. Les dégradations effectuées en présence d'élus communistes (coupure de l'eau, du gaz et d'électricité) ont rendu les conditions de logement insupportables. Cette agression est d'autant plus inadmissible qu'elle vient d'un parti qui se réclame de la classe ouvrière.

Les signataires exigent la réparation immédiate des dégâts et le rétablissement du chauffage.

- Organiser un rassemblement le Samedi 3 Janvier lors du marché à Vitry à l'appel des mêmes organisations à l'exception du PS. Ce rassemblement qui a réuni un millier de personnes s'est prolongé par une manifestation de 500 à 700 personnes qui défilèrent sous une banderolle unitaire. 100 à 150 militants de l'UCFML, des permanences anti-expulsion, du PCI, du PCOF... qui avaient appelé à une manif séparée suivirent sous leurs propres bannières.

L'objectif de ces actions était de provoquer une réaction des populations locales et de montrer que, contrairement aux affirmations de l'*Humanité* et *Libération*, tout le monde ne soutenait pas l'action de la municipalité communiste de Vitry.

Il faut remarquer que les comités locaux du MRAP d'Ivry et de Vitry ont refusé de se joindre à ces protestations. Ils ont préféré exprimer de leur côté une prudente protestation à l'intention de la mairie et réclame comme celle-ci le relogement des Maliens à Saint Maur. Pour eux, la lutte contre le racisme doit être prudente, quand il s'agit de dénoncer des actions du PCF. Pour nous elle doit être encore plus ferme.

Gérard DESBOIS